

PROSPER

21

ÉCOLOGIE / DISTRIBUTIVISME / USAGES

Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers

aux codes-barres, citoyens !

de l'achat à l'accès

pour une gestion écologique et sans crises :
un suivi des ressources sans évaluation monétaire

*L'abolition de la monnaie
couronne celle des profits monétaires*

La sortie « D »
(s'emparer de l'outil de distribution)

Les cheminées « canon »

L'usologie politique

CD: Vous avez dit « anticapitaliste »...?

2^e CD

Vous avez dit anticapitaliste...?

Abolir les profits monétaires

le CD joint à ce cahier a été composé à la fin du printemps 2008, alors que la crise n'était pas encore vraiment déclarée. Le titre pose une question, le sous-titre y répond.*

La question interpelle sur l'anticapitalisme de papier en vogue depuis quelques années. Olivier Besancenot l'a récupéré pour affirmer en quoi il diffère des socialistes. Mais les mesures qu'il annonce ? Elles sont toutes branchées sur la redistribution des profits monétaires. Or cette redistribution est le principe même du capitalisme. La rendre « plus juste », lui faire cracher quelques augmentations de salaires, ou réduire les écarts de rémunérations ne changera rien au fond.

En toute logique anticapitaliste, les anticapitalistes déclarés devraient donc se rallier au distributisme, seul modèle économique qui, en abolissant les profits monétaires, répond aux aspirations séculaires des travailleurs et en finit avec les crises à répétition du capitalisme .

Sur le pur terrain de l'anticapitalisme nous sommes sûrs d'avoir raison : il n'y a d'anticapitalisme qui tienne qu'à condition d'abolir les profits monétaires. Mais cette condition, absolument nécessaire au plan théorique, ne suffit pas encore à garantir des rapports politiques justes et pacifiés.

*Dès son premier numéro **PROSPER** a tenté de corriger le distributisme « historique ». Il s'est opposé au planisme d'Etat comme au « service social », il a mis l'accent sur la maîtrise de leurs usages par les usagers.*

L'idée d'une comptabilité exclusivement « matière » s'est affirmée de cahier en cahier. La composition du CD reflète cette évolution. Elle fait bien la différence entre le distributisme n°1, avec monnaie, et le n°2, sans monnaie.

Mais cette évolution, est-il maintenant nécessaire de la connaître ? A quoi bon expliquer l'économie distributive sous sa forme classique, avec des trucs comme la monnaie émise sans intérêt et qui s'annule au moment du passage en caisse, puisque l'usage des codes-barres a dépassé tout ça ?

Ce CD se situe donc à la charnière entre deux moments. Celui où, pour prendre parti pour une économie sans monnaie, et donc sans profits monétaires, il est encore utile de situer ce choix dans une évolution, et celui où, le choix étant fait, la référence au distributisme originel ne semble plus s'imposer.

La question aujourd'hui est : devons-nous abandonner l'étiquette distributiste ? Et puisque nous avons sans cesse parlé d'usologie, ne plus apparaître que sous l'étiquette d'usologie politique ? On en reparle tout à la fin de ce cahier...

Nos abonnés et amis ont déjà reçu sous la forme commerciale (dans un coffret sous cellophane) le CD encarté dans ce numéro 21 en pochette souple. Une bonne moitié d'entre eux l'avaient écouté quinze jours après réception, et parmi eux une autre moitié l'avait déjà reproduit et distribué, en joignant les photocopies du livret et du sommaire.

Sous pochette souple, ce CD est agrafé dans ce cahier au niveau des quatre pages couleur. Nous avons reproduit en noir et blanc le livret et le sommaire et donné des indications pratiques pour l'insertion des copies que vous en ferez soit dans une pochette souple soit dans un coffret plastique (les dimensions diffèrent à cinq millimètres près). Mais vous pouvez aussi nous en demander en nombre, sous une forme ou sous une autre.

dernière minute !
un nouveau CD
« de l'achat à l'accès »
est déjà audible sur
www : prosperdis.org
v. à la fin de ce cahier

* Nous en avons été prévenus au début de l'année 2008 par Paul Jorion, mais ses prévisions laissent encore beaucoup d'économistes incrédules.

Ce cahier a été composé fin 2008 début 2009
avec l'intention de clarifier et d'intervenir
dans une conjoncture historique marquée par un irréalisme pervers.

1.

*Les gouvernements n'ont pas conscience
des enjeux de ce qu'ils interprètent comme une crise,
ou quand ils en ont conscience,
ils cherchent la sortie avec les moyens qui ont créé l'effondrement.*

2.

*Les partis politiques surfent sur les difficultés ressenties
du fait du chômage, de l'abandon progressif du service public,
de la vie chère, etc., pour créer de nouvelles majorités.
Aucun d'entre eux n'a d'autre modèle social et économique
à proposer que le modèle actuel,
fondé sur la croissance des profits monétaires,
censée soutenir le salariat et apporter la prospérité.*

3.

*Les « alternatives » pour faire des économies de planète
et gérer la vie quotidienne par gros temps
conservent le modèle économique dominant.*

4.

*Les critiques envers « le capitalisme »,
ne vont jamais jusqu'à envisager de le priver de son oxygène :
l'obligation où il est de faire des profits monétaires.*

Ce cahier a été rédigé dans la perspective.
de mettre en place une économie
sans profits monétaires et sans monnaie
seule capable d'épargner au maximum d'usagers
les effets d'une débâcle économique sans précédent
et de prévenir le retour des « crises ».

La sortie D



Le triste triomphe du modèle libéral tient à l'usage d'une technique : celle du *prêt à intérêts* qui contraint tout entrepreneur à rendre plus qu'il n'a emprunté et toutes les économies du monde à faire des profits monétaires croissants.

Les effets négatifs de cette obligation sur la vie sociale et l'environnement sont connus. On ne les évitera ni en facilitant l'accès au crédit, ni en abaissant les taux d'intérêt, ni en taxant les transactions boursières, ni en revenant sur l'estimation des actifs au cours du marché, ni en interdisant les parachutes dorés, ni en augmentant le pouvoir d'achat, ni...

Ces saintes mesures ne feront qu'inciter davantage encore à la violence, sociale, économique et écologique.

Ceux qui s'arc-boutent sur leur promotion se comportent en illusionnistes du court terme.

Or, la technique à laquelle ils s'adossent peut être *dès aujourd'hui surclassée* en déconnectant la production des exigences de rentabilité monétaire, comme le préconisait déjà le distributisme « historique ». L'abolition de l'usage même d'une monnaie confère ce projet des avantages politiques, écologiques et sociaux bien supérieurs

Les codes-barres permettent un suivi réel, exclusif, non déformé par les évaluations monétaires, des ressources existantes et des richesses créées. Leur usage peut entièrement se substituer à celui de la monnaie.

Les banques changent donc de mission.

Elles se transforment en banques de données.

Elles prennent en compte la réalité des ressources et richesses (produits et services) disponibles et la cadence à laquelle elles se renouvellent.

Elles y donnent accès aux entreprises comme aux usagers.

Cette nouvelle technique offre aux usagers leur vie durant l'accès aux richesses qu'ils créent, un accès directement garanti sur le résultat de leur travail et celui des machines, sur des produits et services *qui sont là*, sans devoir attendre de réaliser des profits monétaires de leur passage sur des marchés concurrentiels et aléatoires.

Elle relocalise les économies - rend aux peuples le droit de se nourrir eux-mêmes et de produire ce dont ils ont l'usage.

Elle permet de repenser les ressources humaines et naturelles dans un esprit de solidarité.

Les usagers, libérés des aléas de l'Emploi et de la Croissance, sont en position de refuser les travaux inutiles, malsains, mal organisés, qui reproduisent les distinctions de classe et ravagent l'environnement.

L'abolition de la monnaie couronne celle des profits monétaires

**Elle pacifie les rapports entre les hommes
et maîtrise l'empreinte écologique**

Pour sauver le crédit, les Etats se sont introduits dans les banques. Les gouvernants actuels prévoient que leur intervention sera brève. Ils n'imaginent pas d'être balayés par les soulèvements populaires. La prise de pouvoir par des mouvements extrémistes n'est pourtant pas exclue. Or la mise sous tutelle des banques et les dispositifs sécuritaires qui aggravent de jour en jour le contrôle social depuis le 11 Septembre font le lit de nouveaux mussolinisme, hitlérisme ou soviétisme. « Une bonne guerre » offrirait au système une glorieuse planche de salut sur laquelle ensuite danser pendant trente ans.

Le pire n'est pas sûr....

Nous n'en tirerons donc pas argument. Mais du retour au point de départ, des cycles d'expansion et de misères massives, l'expérience a déjà été faite plus de vingt fois.

N'est-il pas temps de conclure ?

Généraliser l'usage des codes-barres pour donner accès aux ressources naturelles comme aux richesses créées s'impose pour au moins deux raisons.

1. Sa mise en œuvre en temps de crise aura ***un effet immédiat sur l'accès des peuples au produit de leur travail.***

Dans les pays dits développés, ces richesses sont là. Mais elles ne le sont encore que pour un temps limité. On voit déjà des producteurs protester contre la baisse des cours en détruisant leurs produits devant les caméras ou en les déversant devant les préfectures. Leurs marges étranglées, de plus en plus d'entrepreneurs devront, en toute logique comptable, cesser de produire. Dans les pays dits en voie de développement comme dans les autres, on voit aussi se multiplier les dispositifs de secours en direction des victimes de la guerre économique. En Europe ou en Amérique ces victimes sont en nombre encore relativement réduit. En Afrique elles se comptent par peuples entiers.

Rendre l'accès aux ressources, produits et services localement disponibles, par la voie d'une comptabilité matière directe, sans devoir en faire du profit, abrégera les souffrances de l'attente d'un retour à ce qu'on ose appeler « la normale » !

Effet n°2 : ***l'implication immédiate de tous les usagers dans le processus de production.*** Elle propulsera avec encore plus de force une sortie de crise vers le haut.

Le désir de s'impliquer personnellement dans le processus de production, d'être reconnu comme acteur à part entière, est depuis des décennies au fond de toutes les revendications, avec un mouchoir syndical par dessus (par « réalisme » : n'en demandez pas trop). Les nouveaux moyens seront compris et défendus aussi bien par ceux qui ont toujours connu la misère que par ceux qui constatent tous les jours leur recul économique.

La démocratie ne se mesurera plus aux voix mais à la capacité de s'investir dans des activités choisies en fonction de leurs profits sociaux, écologiques, économiques.

Elle se vivra de façon *directe*, en toute lumière, en faisant l'expérience des activités enfin librement choisies. Nul ne sera plus obligé de se soumettre à des activités socialement ou écologiquement perverses, qui n'ont d'utilité que dans l'ordre du profit.

Abolir les profits monétaires... la monnaie ! Les gens ne sont pas prêts !

Et à l'éruption qui se prépare, ils le sont ? Peuvent-ils la contrer avec les moyens qui l'ont déclenchée ? Avec quel argent ? Il est pourri ou se tarit. Pour soigner sa pourriture on en injecte encore dans les banques ! Avec quel argent va-t-on nourrir les millions de chômeurs, continuer de payer les retraites et assurer le service public ? Dans la crise qui s'annonce, l'argent ne peut plus assurer ses fonctions redistributives. C'est le moment de passer aux codes-barres, qui permettent d'avoir une connaissance concrète des choses, des ressources comme des actions, de ce dont elles font usage, dans quel environnement, et de la façon dont elles interfèrent.

On n'achète plus, on accède à.

Ah ? mais... Comment mettre ça en œuvre ? Et qui va... ?

Sortie D. « D » comme distributisme, c'est-à-dire sans profits monétaires, et pour faire bon poids : sans monnaie. Voir pages suivantes.

Mais avant, une remarque et un rappel.

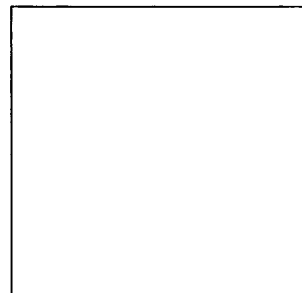
La remarque : Avant d'aboutir, les compromis internationaux pour sortir de la crise et relancer la croissance des profits monétaires et la guerre économique par dessus la tête des peuples, ça demande du temps. S'ils aboutissent, ils ne changeront rien au fond. Ils ne seront d'ailleurs acceptés qu'à cette condition, au mépris de ce que les peuples et la planète peuvent supporter. La sortie D sera plus rapide et participative.

Le rappel : Fin juin 40, des Français entendent un bonhomme leur remonter les bretelles. Ils ont perdu une bataille, pas la guerre. Ils ne sont pas nombreux à entendre, et moins encore ceux qui aussitôt *reconnaissent* l'idée. Ils la reconnaîtront parce qu'elle est *juste*. Sans distinction de chapelle ou de rang ils se battront *pour elle*, celui qui l'a lancée n'en étant que le symbole.

L'idée d'abolir les profits monétaires et la monnaie, elle est juste et grande à l'échelle de la planète. Elle sera tôt ou tard reconnue, défendue, contre tous les tenants du libéralisme et leurs collabos volontaires ou forcés.

A la violence d'une technique qui oblige à des profits monétaires croissants, nous sommes capables d'opposer des capacités, ressources, expériences encore disséminées.

La guerre des profits monétaires les asservit. Elles n'ont pas été vaincues.



en marge

Le capitalisme vole de crise en crise. Chaque crise le régénère. Pourquoi celle de 2009 serait-elle plus décisive ?

En raison de la montée en puissance de données irréversibles et insolubles en régime de redistribution des profits monétaires : inadaptation du salariat au nouveau régime de production, inadaptation des systèmes de retraite à ce même régime et à la démographie, insécurité alimentaire ou médicale. Les profits de l'économie réelle ne représentent plus qu'un cinquième de ceux qui proviennent de la spéculation sur les matières premières, de la cote des sociétés en Bourse ou des produits financiers. Les réformes s'entrechoquent... Nous en arrivons au moment où *personne n'y croit plus*.

Pour que ça cristallise en « on arrête », encore faut-il se rendre compte que *les procédés, l'esprit* pour faire autre chose, sont déjà là.

Les procédés... Un jour tu demandes à la caissière comment s'appelle l'appareil qu'elle dirige vers les articles : *une douchette*. Tu découvres un outil à côté duquel tu passais depuis des lunes : **les codes-barres**, l'usage qu'on en fait déjà partout pour reconnaître les articles, gérer les stocks. Grâce à ces codes-barres - et on peut encore trouver encore mieux - on pourrait déjà supprimer l'usage de monnaie. Alors, puisqu'on peut s'en passer ?

Pour l'esprit, observe tout ce que nous sommes déjà capables de faire en marge du système. Cette inventivité, une inventivité aujourd'hui motivée par des compensations, revanches, réparations, pourrait s'employer autrement et en grand ! Nos capacités de *donner* peuvent s'employer autrement qu'à faire du rattrapage !

A partir de ces deux données, tu entrevois une toute nouvelle société.

A l'exercice le distributisme nous a rodés ! Mais au final, ce n'est plus du distributisme ?

Historiquement, concernant des sociétés complexes, le distributisme est le premier modèle qui permet d'échapper aux profits monétaires. **Tout modèle qui propose de les abolir ou subordonne l'appropriation des moyens de production à celle des moyens de (re)distribution doit donc être qualifié de distributiste.** Mais le qualificatif est superflu.

Mais encore une fois, qu'est-ce qui va décider, et qui, de la mise en œuvre ?

...D'abord et avant tout : ce qu'elle a de *juste*. Ce n'est pas le nombre qui doit décider de la justesse d'une idée. C'est ce qu'on attend de juste d'une expérience qui doit décider d'agir en nombre. L'idée juste *réunit*. L'invention des moyens suit.

L'ensemble des ennuis qui s'annoncent exige de trouver d'urgence un traitement non monétaire, non monétarisable, qui permette un accès direct aux choses et de les renouveler sans en faire de profits. « La finale Argentine » nous arrive dessus au galop. Vous avez vu comment s'est terminée l'expérience que les Argentins ont fait des monnaies locales ? Alors...

« La sortie D... »

Vous préférez « Plan » ?

La sortie D

*En caractères gras, principes et buts .
En italique les actions à prévoir.*

□ 1. L'infrastructure informative

Par aires de plus en plus étendues, les banques recensent toutes les informations concernant les ressources naturelles, les produits et services disponibles.

Transfert aux banques locales des comptabilités « matière » (sans référence à la valeur marchande) dont toutes les entreprises et administrations font couramment usage. Reclassement de ces données pour les rendre compatibles. Interconnexion entre banques.

La liberté d'accès à ces données à partir de n'importe quel ordinateur de la planète est garantie comme une liberté politique.

□ 2. Accès des entreprises aux ressources matérielles

Les banques gèrent la distribution des ressources et des produits et services.

Elles le font en fonction de critères « prudeniels » tels que la cadence à laquelle les ressources et les richesses créées peuvent se renouveler, ou de la compatibilité des usages qui en sont faits, prenant en compte les transports, l'énergie, les recyclages, mais aussi les identités locales.

Généralisation progressive et ajustement continu de ces critères.

Les entreprises et candidats à la création d'entreprises ont accès à toutes les ressources, produits et services disponibles sous réserve de satisfaire à un cahier des charges incluant certaines conditions d'organisation, d'expérimentation et d'éducation (voir plus bas).

Les entreprises existantes doivent satisfaire aux critères prudeniels.

Reconversion de celles qui n'avaient d'autre but que le profit monétaire.

□ 3. Accès des usagers aux richesses créées

Le droit d'accès des usagers aux richesses créées est libre et égal. Il ne dépend plus ni des revenus ni des prix mais de la disponibilité des ressources, produits et services, et de la cadence de leur renouvellement.

Les usagers ne « dépensent » plus : ils n'ont plus à verser d'argent ni fournir des tickets en échange de ce dont ils ont l'usage. Ils n'ont aucun besoin personnel de savoir ce que les cartes d'accès (anonyme) mises à leur disposition « contiennent ». Ces cartes ne se « vident » d'aucun pouvoir d'achat individuel monétairement mesuré. Elles se « remplissent » d'indications (codes-barres) en prise directe et exclusive avec la réalité matérielle et le renouvellement de ce dont l'ensemble des usagers ont l'usage. Quand les produits ou services risquent de manquer, elles refusent d'en renouveler l'accès.

Conception et fabrication de ces cartes d'accès. Elles dispensent de débattre des écarts de revenus. Il est plus facile et rapide de les mettre en œuvre d'une manière universelle que de créditer les usagers avec des monnaies différentes pour l'accès à des produits et services circonscrits (alimentation, équipement, médicaments...).

Gestion des cadences de renouvellement.

□ 4. La perspective expérimentale

Toute entreprise est un lieu de recherche *usologique* : à travers les produits et services auxquels elle se consacre, elle interroge les sociétaires sur *les usages* qu'elle propose, prolonge, modifie ou abolit, et les situe dans l'histoire générale des *usages* par lesquels les peuples ont de tout temps converti les contraintes de survie (les *besoins*).

La maîtrise de leur usages par les usagers ne peut en faire une qu'à condition que le processus de production puisse être continuellement révisé et arrêté du fait de l'insuccès de ce qu'il apporte, d'incohérences ou du non-respect du cahier des charges. Elle ne peut se faire qu'*expérimentale*.

Etude et essai permanent, expérimental, de cahiers de charges, incluant les conditions de révision et d'arrêt, de participation des personnes qui s'investissent dans l'entreprise, à titre ponctuel ou durable. Sera particulièrement étudié le report de participation des usagers d'une entreprise à l'autre en cas d'urgence, et donc la capacité pédagogique de l'entreprise : les moyens qu'elle offre d'enrichir et d'y « transversaliser » les connaissances pratiques et théoriques).

□ 5. Investissement des usagers dans la production

Les usagers ont tous un droit égal à juger des expériences en cours. Ils doivent trouver autant d'intérêt à « papillonner » d'une entreprise/expérience à une autre que d'y rester pour approfondir les recherches qui y sont menées. L'intérêt de la recherche sociale (ci-devant « production ») et des conditions dans laquelle elle a lieu sont les seuls motifs de participation reconnus.

La lisibilité de la reconduction ou du renouvellement des usages signe une démocratie d'un tout autre type. Du fait de l'abolition de la monnaie, la création des richesses ne dépend plus des profits monétaires qu'on en retire. L'accès des usagers à ces richesses ne dépend plus du salariat mais de ce que l'expérience a humainement et environnementalement de positif.

□ 6. La démocratie des usagers

Ce n'est pas le nombre d'usagers qui doit décider d'entreprendre ou de poursuivre une expérience mais son intérêt propre, les ressources disponibles, la cadence de leurs renouvellement, les conditions dans lesquelles elle sera menée et la comparaison entre les effets attendus et les résultats. Dans la démocratie des usagers, tous sortent « gagnants » des expériences auxquelles ils se consacrent ou dont ils sont témoins.

Débats à prévoir sur la violence instituée par l'électoralisme, « la démocratie » réduite à la fabrication de majorités, comment la maîtrise des usages a été confisquée par les profits monétaires ou électoraux, par les hiérarchies de revenus.

□ 7. Relations régionales, interrégionales et internationales

Le recensement des ressources par les banques favorise le redémarrage des cultures locales avec les moyens locaux. Le partage de certaines techniques, des inventions, l'impossibilité de vivre absolument en autarcie, conduisent à échanger des ressources et des richesses et donc à mener des expériences dont d'autres régions peuvent bénéficier.

Interconnexion des sources d'informations.

Abolition des brevets. Codes de partage.

Si on abolit les profits monétaires...
le salariat... la monnaie...

Que devient la production ?

Dans une société sans profits monétaires et sans monnaie, où l'entrepreneur est libéré des profits monétaires et le travailleur du salariat, comment garantir que la production d'utilité générale soit assurée ?

La question a été à nouveau débattue à Vannes le 20 Novembre 2008.

*Les participants ont accepté de raisonner dans la perspective du modèle envisagé. Il est vite apparu que, pour répondre aux contraintes de la production et tirer parti des nouvelles libertés, il fallait repenser « l'organisation du travail » et « l'éducation » - en usant des termes qui sont ceux d'aujourd'hui - mais aussi mettre à jour toute une série de **capacités** et de **droits** que nous n'avons encore jamais reconnus ou osé revendiquer.*

Quelques éléments pour renouveler et enrichir le débat, suivi d'une liste, non exhaustive, d'études à entreprendre.

Une société sans profits monétaires et sans monnaie est la seule façon de réaliser ce qui semble l'idée de base de la démocratie ou du socialisme, à savoir que n'importe qui a son mot à dire et la capacité d'intervenir dans la production, qu'on la prenne sous l'angle des travaux d'utilité générale ou celui des représentations.

La maîtrise de leurs usages par les usagers et le droit pour chacun de s'investir dans les activités de son choix sont intimement liés. Et ne peuvent devenir réels qu'à condition de décroiser les actifs et les activités.

C'est dans cette optique que nous tentons de reconstruire tout ce que nous avons connu et croyons savoir en matière de travaux d'utilité générale. Il n'y a de tâches dégradantes que parce qu'on peut y astreindre des travailleurs dégradés par le salariat. Tout le monde n'est pas capable de faire n'importe quoi au pied levé, mais nous sommes tous capables de comprendre « ce qu'il faut pour le faire ».

Dans les conditions actuelles, déjà, force est de reconnaître que, sans y avoir jamais été formellement préparés, nous sommes capables à tout moment de mobiliser notre attention et notre participation éventuelle à n'importe quelle entreprise à partir de trois (au moins) potentiels d'observations et d'interventions.

Le potentiel usologique.

Soit un objet X. Que nous n'en ayons jamais vu de semblable ou qu'il fasse partie de la gamme des objets familiers, nous lui appliquons une grille de lecture qui a pour effet de le « classer » ou l'envelopper d'un certain nombre d'hypothèses à vérifier. D'une manière toute spontanée, nous reconnaissons ou cherchons si son origine est naturelle ou humaine, quels sont ses composants matériels. Notre intelligence (regard, attention) s'oriente vers ce genre d'informations et nous conforte ou nous étonne de ce qu'elle « voit ». On peut décomposer son travail en trois sous-logiciels.

a.

Cette chaise est en bois, elle a un dossier et un siège en paille. Elle a des pieds en métal. On l'a moulée en plastique... Ces données en impliquent d'autres, relatives aux endroits où elle se fabrique et qui la fabriquent. En bref, ce premier sous-logiciel s'oriente vers ce qu'il faut pour faire cette chaise et plus précisément ici, vers ce dont cette chaise fait usage pour exister (en usologie : cas « sujet »).

b.

Un autre logiciel fonctionne simultanément. Il s'intéresse à l'environnement dans lequel l'objet ou l'action s'intègrent, les provoque ou réagit à leur possibilité. Il reconnaît si l'objet, le geste, ont bien là leur place. Un siège Louis XIII au milieu

d'une salle de conférence, une intervenante en bikini ça fait drôle. L'observation se fait attentive à l'environnement, l'écologie des usages, leur cohérence, leurs contradictions. Au moment de nous habiller, quand nous faisons à manger, quand nous achetons un meuble, nous nous inquiétons de savoir si « ça va avec » ou pas. Nous relevons l'usage fait de l'objet observé. Celui-ci n'est plus considéré comme le sujet de l'usage, mais comme son « complément ». La forêt prime sur l'arbre, le marché sur le produit, la mode sur la veste, etc.

c.

Troisième logiciel : il anticipe sur d'autres emplois et un ou d'autres environnements.

Nous sommes capables d'imaginer ou d'improviser des substitutions de matériaux : ex. de sièges en plastique, ou des robes en papier, comme en proposa Paco Rabane. Nous sommes capables d'envisager d'autres environnements, qui introduiront d'autres contraintes et usages.

Dans les trois cas, notre observation porte sur des usages, des manières de faire, qui pour l'instant sont celles-là, dans un environnement donné. Nous n'en connaissons pas l'histoire d'une manière précise. Nous ne savons pas exactement depuis quand le siège à quatre pieds a supplanté le siège à trois. Mais si on nous fait entrevoir qu'il a fallu pour cela que les sols plats se généralisent et nous demande de trouver d'autres exemples, nous pensons aussitôt aux papiers peints ou la façon dont telle espèce de poisson, de crustacé ou d'algue font le vide dans tel lac ou sur tel littoral. Nous mobilisons tout à coup plein d'observations, de savoirs, de capacités acquis à notre insu !

Le potentiel « organisation »

Il s'agit ici de l'enchaînement des causes et des effets. Au premier coup d'œil, nous voyons que quelqu'un s'y prend « comme un manche » ou économise ses moyens. Parents, copains, profs, observent et préviennent. Les corps de métiers, les ingénieurs, s'emparent de ce genre d'observations, les systématisent ou « rationalisent ».

Dans les tâches qui nous incombent, nous disposons et développons continuellement des capacités d'organisation, d'économie en moyens et en actions. La résistance spontanée au taylorisme (à la parcellarisation des tâches) résulte en fait de ce « paquet » d'observations. Si nous préférons conserver un certain flou dans l'exécution plutôt que d'agir et réagir comme des machines, ce n'est certainement pas pour en faire moins mais bien plutôt en fonction d'une recherche d'efficacité supérieure globale qui ne peut être atteinte si les droits du travailleur (à l'initiative, à son tempo personnel, etc.) ne sont pas respectés.

Dans ce potentiel particulier on retrouve les trois degrés « usologiques » ci-dessus.

a. Qu'est-ce qu'il faut pour bien le faire, pour mieux le faire. Pour améliorer les techniques ou usages liés à tel usage. b. Dans quel environnement (d'usages) ça s'applique bien, moins bien. c. Qu'est-ce qui pourrait changer dans les façons de faire usage de... et dans l'environnement...

Ce potentiel « organisation » se construit dès nos premières expériences. « Bébé » enchaîne les opérations, les situations, apprend à se servir de ses mains (et de ses parents !). Ce potentiel est très surveillé, suréduqué, même, sur certains points, en fonction des contraintes locales d'hygiène, de rapports avec autrui, de préparation aux techniques « utiles » (lire, utiliser un clavier, etc.).

Ces surveillance et suréducation canalisent les potentiels d'une manière exclusive vers ce qui est reconnu comme utile, mais elles les font de loin en loin comme exploser. Car ces potentiels contenus pour agir « correctement » ne se sclérosent pas pour autant. Les gratifications et bonnes notes qui récompensent « les progrès » attendus sur des points portant sur des compétences de plus en plus étroites n'empêchent ni les cracks ni les cancrs de développer, en marge, des potentialités qui les étonnent tout les premiers quand ils doivent faire face à des situations inattendues.

« Ils » ne savent plus rien faire, « ils » ne s'intéressent à rien... Le désespoir des profs et des patrons est à la mesure de l'erreur de construction d'une société où l'élève-travailleur n'est reconnu qu'en tant qu'agent de profits monétaires suffisants ou supérieurs. Dans une société sans profits monétaires et sans monnaie, la productivité peut au contraire tabler sur l'implication des usagers dans les activités de leur choix et sur le désordre même qui peut résulter d'une inventivité libérée. N'ayant plus de contrôle extérieur, les travailleurs seront d'autant plus lucides (et responsables) quant à leurs résultats (cf. ci-dessus la remarque sur le taylorisme).

Le potentiel de don

Troisième ensemble de dispositions : notre attention aux situations bloquées, réductrices, contre-productives. Nous relevons et prévenons sans cesse en paroles ou en actes des contre-utilités et contre-utilisations et nous portons volontiers au secours. Les militants associatifs, les réformateurs et créatifs politiques, les écolos, travailleurs sociaux, pompiers, la police et l'armée, les médecins, les amateurs de jeux collectifs - et les maffieux aussi ! - partagent un certain sens du bien faire, du devoir, sans ménager leur temps, leurs efforts, parfois au risque de leur vie (ou au péril de celle des autres !).